

Le Jour, 1953
26 Mai 1953

LA POLITIQUE ET LA FOI

Tandis que le Gouvernement australien et celui de l'Afrique du Sud invitent leurs ressortissants à quitter l'Egypte, on entend parler de « guerre sainte » au Caire. Questionné sur ce dernier point, le général Néguib a répondu que tout était possible.

Ce n'est pas notre sentiment. On ne saurait faire du conflit de Suez une affaire religieuse. **Ce que l'Islam n'a pas fait pour Jérusalem, il ne le fera pas pour le Canal.** Mais il est des matières avec lesquelles il ne faut pas jouer parce qu'elles sont explosives, en sens opposé à ce qu'on en attend.

Qui est-ce qui rend le meilleur service à l'Egypte aujourd'hui, de celui qui y flatte les passions jusqu'à mêler si dangereusement la religion et la politique ou de celui qui y recommande la mesure en invoquant la géographie et la structure générale des continents et des mers ?

Quand l'Afrique du Sud et l'Australie envisagent la situation comme elles font, **il faut se souvenir du lien physique qui les lie à l'Angleterre et au Commonwealth et qu'elles ne veulent pas voir interrompu par quelque accident de la politique.**

Le repos et l'avenir de l'Egypte sont subordonnés à une connaissance plus approfondie d'un fait géographique ; dans la paix plus encore que dans la guerre, le libre usage du Canal de Suez est vital pour le Commonwealth britannique ; il l'est, directement ou indirectement, pour la plupart des nations.

Cela justifie, manifestement, quelque conviction internationale ; car on ne saurait nier qu'une aventure interne en Egypte, même sans esprit agressif contre un pays étranger, pourrait avoir pour résultat de fermer ou d'endommager temporairement le Canal.

Le souci de l'honneur national est la chose la plus respectable du monde mais l'honneur national n'a jamais pu faire violence à la géographie. Et la réaction de l'Afrique du Sud et de l'Australie montre bien qu'à l'affaire du Canal, il faut trouver quelque honnête et amicale solution.

Nous savons depuis toujours que pour être seul maître d'une route universelle, il faut être très fort. C'est le cas des Etats-Unis pour le canal de Panama. Si on n'est pas le plus fort, il faut être l'allié d'un pays qui le soit ; ou de plusieurs pays, ce qu'offre justement la défense collective méditerranéenne.

Si le Proche-Orient est si vulnérable depuis qu'il y a des nations et des empires, c'est parce qu'il est au croisement des routes dominantes de la planète. **Et c'est au cœur du système qu'on trouve l'Egypte.**

LE CANAL DE SUEZ N'EST PAS SEULEMENT LA « ROUTE DES INDES » ; IL EST LA PORTE D'ENTREE DE L'AFRIQUE ; et cette porte d'entrée c'est depuis la Caucase et les frontières de la Turquie et de l'Iraq qu'on la défend. Par là, la défense du Proche-Orient commande celle de l'Afrique entière, comme la défense de l'Iran commande celle du Pakistan, de l'Inde et du Proche-Orient ensemble.

De quelque façon qu'on aborde ces problèmes, on est en présence d'une solidarité de fait dont le bon sens doit faire une solidarité de droit.

La réponse quand même évasive, du général Néguib à celui qui lui parlait de « guerre sainte », nous rassure un peu malgré tout. Le Général comprend sans doute que le temps d'interpréter témérairement les choses de la foi est sûrement passé.

Maintenant, c'est la vérité politique qu'il faut chercher ; et les négateurs officiels de la foi, ce n'est pas à Londres, à Paris et à Washington qu'on les trouve.

Nous comprendrions à la rigueur que le général Néguib parlât de guerre sainte en faveur de l'internationalisation de Jérusalem ; mais là, tout l'Islam non-arabe, à commencer par l'Indonésie et le Pakistan, est muet.